

Crise universitaire : Appel à la mise en place d'une équipe de médiation

@rib News, 06/05/2014 VOIE DE SORTIE DE LA CRISE : SEUL UN DIALOGUE FRANC ET SINCERE PEUT DESAMORCER LA CRISE QUI SECOUE L'UNIVERSITE DU BURUNDI ET L'ENS. Par Libérorat Ntibashirakandi Depuis plusieurs années, tous les paliers d'enseignement au Burundi évoluent sur fond de crises latentes ou larvées. L'Université du Burundi qui est censée les chapeauter se trouve particulièrement gangrenée. Mais le pouvoir qui a la responsabilité de contenir cet incendie et de relancer cette institution s'active plutôt à fouetter d'autres chats ou de un discours qui entretient l'incendie, au lieu d'organiser des débats ou des débats généraux de l'éducation. La cacophonie dans le système procède d'une inertie dont font montre les gestionnaires, comme en témoigne la question de bourse pour les étudiants de l'Université du Burundi et de l'ENS, la grève des étudiants qui s'est envenimée qui dure depuis deux mois. Le Communiqué de presse de la Présidence de la République relatif à la grève des étudiants de l'Université du Burundi et de l'Ecole Normale Supérieure du 16 avril 2014 qui annonçait que le Président Nkurunziza annulait l'ordonnance ministérielle sur l'octroi des bourses du 12 février 2014 fut une initiative louable et appréciée à juste titre par tous les Burundais y compris les étudiants. Il aurait fallu nous semble-t-il sauvegarder la confiance entre le Gouvernement burundais et les étudiants établie suite à la très bonne décision du Président Nkurunziza de prendre le dossier en main. Des mesures d'accompagnement de cette décision étaient nécessaires notamment la création d'un cadre de dialogue avec les étudiants afin de les écouter et essayer de dégager un compromis. Le choix du discours musclé et des mesures d'intimidation et d'arrestation des représentants des étudiants est un mauvais choix. La masse ne résonne pas et en plus ce problème de bourse est une question nationale qui concerne tous les jeunes et tous les parents. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons via les réseaux sociaux que les étudiants emprisonnés samedi auraient été libérés. Nous nous en réjouissons. Toutefois, pour tout échec dans la suite des événements, nous proposons dans les lignes qui suivent une voie de sortie de cette crise comme ailleurs d'autres compatriotes l'ont déjà fait. 1. L'urgence est de restaurer et de sauvegarder la confiance entre le Gouvernement burundais et les étudiants de l'UB et de l'ENS. Pour cela, il faut : a. Libérer sans condition tous les étudiants emprisonnés ou arrêtés; b. Cesser immédiatement toute intimidation et de traquer les représentants ou tout autre étudiant; c. Laisser les étudiants s'exprimer librement sur leur représentation. Garantir la sécurité des représentants des étudiants, leur laisser la liberté de se réunir, les considérer comme des interlocuteurs valables et non les meneurs de grève à n'importe quelle occasion. 2. Mise en place d'une équipe de médiation composée par exemple par des professeurs de l'Université du Burundi et de l'ENS ou des membres de l'église. 3. Retour des étudiants dans les campus et reprise des cours. 4. Appliquer l'ancienne ordonnance de bourse (d'avant 2013), payer la bourse aux étudiants y compris les deux mois de grève. 5. L'équipe de médiation lance le dialogue sur les articles litigieux du décret en attendant les débats généraux. 6. Les étudiants devraient retrouver la confiance à l'équipe de médiation jusqu'à l'aboutissement d'un consensus sur le décret. Libérorat NT